

## **Mali : structure, permanence et rupture.**

Fin novembre 2010, j'avais été invité à Washington à une soirée de lancement d'un numéro de la *National Geographic* sur les manuscrits Tombouctou. Avec le commentaire du séjour de quelques mois passés par les conférenciers dans le Nord du Mali et du Niger : l'espace saharien, *Timbuktu*, les Touaregs, les Arabes, la rébellion, le terrorisme, les différents trafics dont les 2,2 milliards de dollars pour la drogue en 2009-2010 (dont Huit Cent Millions subsisteraient encore en 2016), tout y est passé après la projection d'un film aux images aussi belles que dans le film *Timbuktu*.

Les présentateurs étaient M. Peter GWIN rédacteur à la *National Geographic* (dont j'ai apprécié la présentation) et M. Brent STIRTON photographe originaire d'Afrique du Sud. Ce dernier dans sa présentation soutenait la thèse qu'il fallait aider les Touaregs parce qu'ils étaient les seuls à pouvoir barrer la route aux terroristes qui avaient infiltré la zone. Les arabes de la zone étaient présentés comme des trafiquants de drogue alliés aux terroristes qui se servaient des Touaregs comme convoyeurs. On ne parlait pas de la population noire de la zone. Elle n'existait pas pour lui.

J'avais été très surpris par l'audience que cette thèse semblait avoir reçue. Il y avait plus de cinq cent personnes dans la salle qui avaient un travail en rapport avec l'Afrique. Je découvrirai très rapidement par la suite que c'était une opinion largement répandue et qu'elle inspirait la politique extérieure de nombreux pays envers cette région du Monde. On verra plus tard des livraisons d'armes au MNLA alors que le Mali était sous embargo pour ce qui est des armes. On aura vu aussi un Premier Ministre poussé à la démission parce qu'il refusait de discuter de l'autonomie de l'« Azawad ». Plus tard, quand le MNLA se verra évincé du Nord du Mali par ceux-là même qu'ils ont aidé à s'implanter et dont ils revendiquaient les victoires sur l'armée malienne comme les siennes, on aura également vu une délégation de haut niveau d'un pays européen, exiger d'un Premier Ministre le partage du pouvoir au profit du MNLA. Cette même délégation sera vue à Alger lors de l'élaboration des accords d'Alger qui finiront par le partage du pouvoir politique au Mali.

J'avais voulu intervenir pour dire que M. STIRTON se trompait mais une intervention n'était pas prévue et l'atmosphère n'était pas non plus propice à la discussion de choses complexes.

L'espace occupé par le Mali actuel, a derrière lui un temps historique suffisamment long pour que se dégage une structure dans l'interaction des groupements humains qui le peuplent.

Malgré les antagonismes (entre ceux qui, autant au Sud qu'au Nord, sont prêts à accepter une autorité centrale pour la prospérité qu'elle apporte à la société par la minimisation des coûts de transaction et ceux, également autant au Sud qu'au Nord, qui ne trouvent la prospérité que dans le désordre d'une société sans Etat central fort), cette structure qui canalise les énergies des groupements humains du système, l'a fait évoluer dans le temps et l'a fait prospérer malgré une récurrence de périodes de troubles qui est une permanence.

Depuis la colonisation cependant et aussi avec la modification de la démographie des populations du Sahara, une rupture d'avec le système politique traditionnel s'est opérée et comme toujours dans ce cas, les mentalités sont en retard sur les évolutions. La colonisation nous a légué la

République c'est-à-dire l'égalité et l'évolution démographique ne permet plus en démocratie de maintenir les anciennes tribus vassales sous la coupe des tribus nobles, ces dernières comptant moins de population que les premières. Une autre rupture : l'accélération du temps. Avant il fallait au moins une génération (vingt cinquante ans) pour que les secrets les mieux gardés soient sur la place publique. Maintenant il faut moins de neuf mois. Les héritiers de Wangrin ont détruit la République du Mali et tué jusqu'à l'idée même de république au Mali mais, ils opèrent désormais au vu et au su de tout le Monde. Il n'y a plus de mystère. Cependant pour que Romo soit reconnu, il faut lui donner l'opportunité d'organiser les obsèques de Wangrin.

Peut-on traiter une de ces périodes de troubles en ignorant la structure du système de relations tissées à travers les âges, notamment la permanence et les ruptures que l'on y observe ?

Peut-être, avec le risque que faisait courir le Mali à la sécurité de ses voisins voire du monde, la tentation est là mais, cela n'ira pas sans provoquer une longue période d'incertitude, un emballement du système. Si cette instabilité n'est pas ce qui est recherchée, alors il faut rechercher l'évolution du système selon les règles révélées par sa structure dans la dynamique des interactions entre les composantes du système.

La période de trouble que connaît le Mali actuellement, s'inscrit dans une permanence de l'histoire de cet espace. Cette permanence veut qu'à chaque fois que l'état central s'effondre, une période de trouble s'installe de façon aigue dans le nord et cumule avec l'occupation de Tombouctou. Contrairement à Djenné, Tombouctou n'a jamais su se défendre. Le retour à un espace policé ne reviendra qu'avec l'avènement d'un état central capable de minimiser les coûts de transaction dans la société.

L'écosystème extrêmement fragile du désert et de plus en plus du sahel aussi, rapproche tous ceux qui y vivent : hommes, animaux, végétaux. C'est une question de survie pour tous. Quand on vous offre dans le Sahara un thé et que vous en savourez l'arôme, il y a de forte chance que cela provienne de la crotte des chameaux attachés alentour. Si vous êtes un vrai saharien, alors vous n'aurez aucune difficulté à désigner quelle est la dernière prairie par laquelle la caravane est passée. Ces terres sont la patrie de Wangrin et de Romo : tout y est imbriqué et personne ne peut y survivre sans compromissions avec ses voisins. Cela peut être illustré par la théorie des graphes et certains chercheurs ont exploré cette voie mais, c'est avant tout une question de terroir. En plus chacun est obligé de se déplacer constamment parce qu'il n'y a pas assez de ressources pour une vie de sédentaire. Chacun a donc besoin d'un accès au territoire de l'autre.

Les hommes n'ont pas beaucoup d'importance par eux-mêmes mais, ils le sont en fonction des terroirs qu'ils représentent. Les plus importants sont les représentants des terroirs refuge comme celui de Kidal qui avec l'Adrar des Ifoghas, terroir des Ifoghas. Avec son relief rocailleux fait de hautes collines allongées et de grottes entre coupées de vallées sur une superficie équivalente à celle de la République du Togo, le territoire des Ifoghas a toujours servi de refuge à ceux qui sont poursuivis pour une raison ou une autre dans le désert et de cache pour les trafics illicites. Aussi, depuis la nuit des temps, les Ifoghas ont perçu leur quote-part sur tous les mauvais coups tramés

dans ce désert comme une prime d'assurance. Celle d'avoir un refuge pour tous ceux qui écument le Sahara.

Cette situation a fait de Kidal une zone particulière et des Ifoghas la seule confédération touarègue à n'avoir pas de tribu guerrière. La France y fera des recrutements au moment de la première guerre mondiale.

Après Mary Diatta II souverain du Mandé de 1360 à 1373/1374 qui avait assiégé les Ifoghas dans leurs grottes en y mettant le feu pendant de longs mois, les réduisant par la famine au prix d'une coûteuse expédition, la leçon a été apprise. Tous les souverains des empires soudanais, comme l'Etat moderne du Mali et aujourd'hui la MINUSMA, se sont toujours attachés les Ifoghas en les cooptant. Ils sont les cousins à plaisanterie des Touré et la France a accédé à leur demande d'interdiction pour l'Armée Nationale du Mali d'accéder à Kidal.

Aujourd'hui, ceux de Kidal ne veulent plus se contenter de percevoir leur dîme, ils veulent consacrer leur situation par la reconnaissance officielle d'un statut politique qui leur confère la souveraineté sur leur territoire et une visibilité internationale pour capter directement une partie de la manne de l'aide au développement. Non seulement l'Etat du Mali n'est plus l'unique source de prospérité mais c'est le plus indigent des bailleurs de fonds des Ifoghas. Il n'y a donc plus aucun intérêt pour eux, à rester dans cet ensemble qui ne leur a pas apporté non plus la république après cinquante années d'administration. Il leur faut soustraire cet espace de l'autorité du gouvernement malien.

Les uns voudraient y établir un Califat où règnera la sharia et ne seraient pas gênés en restant au sein d'un Mali unitaire mais pas en république sinon une république islamique.

Les autres voudraient y constituer un territoire autonome regroupant autour d'eux l'ensemble des peuples du Sahara et du Sahel oriental malien et consentent au Mali d'y avoir un Haut-Commissaire.

Cela est nouveau. Jamais dans l'histoire, la communauté touarègue n'a eu une telle velléité politique dans cet espace. Peut-elle prospérer ? Les Ifoghas avaient ils comme finalité le partage de leur rente avec les autres communautés du Sahara ? Certainement pas puisqu'ils refuseront de signer les accords d'Alger. Il aura fallu la clause additionnelle du partage de pouvoir à travers le protocole additionnel des Autorités Intérimaires, pour les amener à signer les Accords d'Alger.

Cette démarche d'autonomie sera-t-elle reprise par la communauté arabe pour la région de Taoudéni quand on sait que celle-là a beaucoup plus de chance de prospérer ? Là ce serait une véritable rupture dans l'histoire récente du Sahara et Mali. La communauté arabe compte en son sein un grand nombre d'investisseurs dans l'économie du pays et de la sous-région.

La Communauté internationale est d'accord avec le deuxième groupe Ifoghas en se disant qu'ils vont empêcher la zone d'être un sanctuaire pour terroristes par le contrôle qu'ils ont sur leur

territoire. Elle y voit aussi une meilleure utilisation de l'aide au développement qui n'aurait plus à transiter par Bamako.

Le Mali sait qu'il ne peut pas contrôler cette zone et qu'il n'a rien à offrir d'attractif comme modèle de société en contrepartie mais, ne se résout pas à lui accorder une large autonomie, espérant continuer les arrangements passés constituant à coopter certaines personnalités rejetées par les populations mais capables de médiation pour maintenir l'illusion d'un pays unifié et en république. Cela autant dans la tradition jacobine du legs colonial, qu'en souvenir des grands empires qui ont existé sur cet espace, oubliant que l'espace soudanais ressemblait plus à la Grèce des cités-états qu'à Rome. Gallieni, rien qu'en pays Bambara a signé plus de deux cents traités de paix.

Cette permanence de l'effondrement cyclique de l'Etat central observé jusque dans les années 2000 malgré la réorientation des flux commerciaux vers les côtes de l'Océan Atlantique pose le problème de la gouvernance du Mali. On ne peut pas réellement parler de rébellion Touareg ou d'infiltration de fondamentalistes comme cause de l'insécurité au Nord parce qu'à chaque fois, c'est quand il n'y a pratiquement plus d'Etat central que le désordre s'installe.

Les Tengueriguifs, de la Confédération des Tademekket, ont toujours considéré Tombouctou comme leur chose. A chaque occupation Touareg, la ville leur payait un impôt annuel. Les tribus dans la campagne autour de la ville et les villages leur versaient un dixième de leurs récoltes ou des troupeaux. Ils percevaient un droit de passage sur le trafic sur le fleuve Niger de Kabara à la Pointe de Safay. Tombouctou est pour eux ce que l'Adrar est aux Ifoghas, une rente.

Ce fut le cas en 1433 quand l'Empire du Mali n'avait plus d'emprise hors de son noyau originel. Les Touareg occupèrent Tombouctou de 1433 à 1468 quand Soni Ali Ber après s'être échappé de la cour du Roi du Mali où il était otage, prendra le pouvoir à Gao et libèrera Tombouctou en faisant subir les pires exactions à ses érudits.

Ce fut le cas en 1780 quand le Maroc n'assurait plus aucune autorité sur cet espace. Les Touarègues occupèrent Tombouctou de 1780 à 1826 quand les Bambaras de Ségou, alliés aux Peulhs par la suite, libérèrent la ville,

De même en 1863 quand les Toucouleurs après avoir battu les Bambaras en 1862 se retireront de la ville. Tombouctou sera alors occupée de 1863 à 1893 par une coalition de Kounta et de Tamasheq qui écriront au Roi du Maroc à l'arrivée des Français en 1893 pour demander la conduite à tenir. En 1893, Tombouctou était sous suzeraineté marocaine.

Ce sera le cas en 2012 quand la République du Mali, après cinquante-deux années de délitement de la gouvernance républicaine, s'effondrera, et laissera la zone aux mains d'une coalition de combattants touarègues, arabes, de combattants du MUJAO réputés pour leurs liens avec les trafiquants de drogue et de djihadistes venus du monde entier expérimenter une utopie islamiste. Cette fois ce sont les arabes qui pilleront la ville. Certains diront qu'ils ont sécurisé leurs marchandises en les entreposant en Mauritanie et au Burkina Faso.

Il faudra l'intervention de la France et des Nations Unies pour maintenir l'illusion d'un état (Too frail to fail) et arrêter la poussée vers Mopti de ces coalisés qui très vite s'étaient retournés contre les Touarègues pour arrêter leurs exactions sur les populations, principalement les populations noires, expulsant le MNLA vers la Mauritanie. Malheureusement, cette intervention (comme toutes les autres en Afrique) manquera de pédagogie et aujourd'hui, beaucoup de maliens en sont à se demander si elle était vraiment nécessaire.

Voilà la situation et cela pourrait prendre le temps qu'il a fallu entre l'apparition des mollusques et celui des vertébrés, pour que le Mali soit un Etat structuré qui puisse contrôler l'ensemble de son territoire et en unifier les populations dans un système politique qui voudra l'égalité pour tous dans la construction de la chose publique..

Avec la présence de la communauté étrangère toute fois, on a accélérateur du processus mais on ne connaît pas encore la qualité de catalyseur de cette présence, voire qu'on a même commencé à en douter. Ce qu'on lui demande est extrêmement compliqué. Un catalyseur, à la fin d'une réaction physico-chimique qu'il aura favorisé, ne laissera aucune empreinte. On le retrouve en entier. Aucun de ces atomes n'est combiné avec un élément de la réaction. C'est-à-dire que, si l'on attend beaucoup de la communauté internationale pour ce qui est de la formation des ressources humaines et pas que dans le domaine de la défense et de la sécurité, de la protection et de l'assistance à la population non combattante, par contre il lui faudra s'abstenir de ce genre de soutien qui modifiera artificiellement les rapports entre les éléments du système, ou qui permettrait à une communauté d'avoir un quelconque avantage sur les autres. Elle ne devra laisser aucune empreinte.

Comment se fera cette restructuration de l'Etat malien pour une minimisation des coûts de transaction sur son espace ? Reviendra-t-on à la structure de l'Empire du Mali avec des provinces autonomes au sein d'un Etat central ? Ou alors tentera-t-on à nouveau, au terme d'un échec après cinquante-deux années, une nouvelle expérience d'un Etat centralisé sur le modèle légué par la colonisation ? La permanence, c'est que la solution à la crise viendra avec la remise sur pied d'un Etat au Mali. Cela ne se fera pas à l'insu des maliens qui devront privilégier la construction de la République, la chose publique, quitte à lui faire porter le boubou, c'est l'ère démocratique qui le veut.

Amb. Mamadou Traoré.